

Les barrières au négoce d'électricité en Europe de l'Est et en Europe centrale

Autor(en): **Schmidli, Marc / Mecattaf, Rafic**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Bulletin.ch : Fachzeitschrift und Verbandsinformationen von Electrosuisse, VSE = revue spécialisée et informations des associations Electrosuisse, AES**

Band (Jahr): **100 (2009)**

Heft 1

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-856350>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les barrières au négoce d'électricité en Europe de l'Est et en Europe centrale

En 2006, PricewaterhouseCoopers (PwC) a analysé les obstacles réglementaires, administratifs ainsi qu'en matière de communication que les négociants en électricité doivent franchir en Europe de l'Est et centrale. Le principal enseignement tiré de cette étude (sondage «Traders 2006») est que les barrières importantes auxquelles ces derniers sont confrontés dans leur travail quotidien pouvaient être supprimées par l'adoption de législations simples au niveau national. Une mise à jour de cette étude a été réalisée en 2008. Elle montre une nette amélioration par rapport aux résultats de 2006 et relève que certains acteurs du marché tels que la Bourse de l'énergie autrichienne EXAA y ont largement contribué.

Les informations et les données présentées dans la dernière étude sont fondées sur les résultats de recherches entreprises par les experts de PwC dans le domaine de l'énergie entre mars et mai 2008.

Marc Schmidli, Rafic Mecattaf

L'étude, basée sur un questionnaire standardisé, a été menée auprès de 22 négociants en électricité (68% de réponses) opérants en tant que non-résidents sur au moins un des marchés de la zone Europe de l'Est et Europe centrale (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie).

Situation actuelle/comparaison: sondage «Traders 2006» de PwC

Une évaluation de la situation actuelle montre que les traders souhaitent vivement la poursuite de la simplification des procédures sur le marché régional de l'électricité en Europe de l'Est et centrale. Les traders de la région sont encore confrontés à des obstacles dans leurs activités quotidiennes. La majorité d'entre eux se féliciterait de l'introduction d'un bureau de coordination international et indépendant dans cette région dont la mission serait de faire tomber certaines barrières en matière de capacités de transmission et de zones d'équilibrage.

Comme lors du sondage «Traders 2006» de PwC, l'Allemagne a été élue une fois de

plus marché le plus attractif. La République tchèque arrive en seconde position, l'Autriche décroche la troisième place. Si l'on compare les résultats des questions un par un, ceux de la Slovénie sont meilleurs que ceux de la République tchèque.

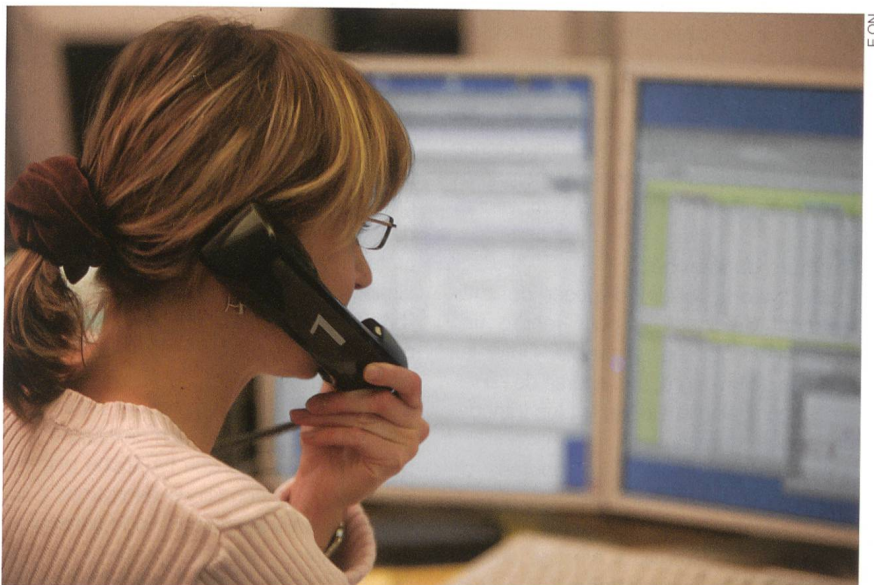
Par rapport au sondage 2006, c'est la Slovénie qui a le plus progressé. Certains acteurs du marché, tel que la bourse de l'énergie autrichienne EXAA, ont également obtenu de meilleurs résultats. Dans l'en-

semble, nous pouvons distinguer une amélioration générale sur les marchés nationaux, bien que les grands progrès dans le développement du marché régional de l'électricité aient été rares, voire inexistantes.

Accès au réseau et formalités bureaucratiques

Cette section traite des ministères responsables de l'accès général au réseau ainsi que des autres domaines contrôlés par les autorités de réglementation. Les acteurs du marché sont confrontés à de nombreuses réglementations entraînant une multitude de formalités bureaucratiques pour l'accès au réseau. Nous avons questionné les traders sur leurs expériences au regard des procédures administratives. Ils ont affirmé que l'Autriche et l'Allemagne étaient les pays présentant le moins de barrières administratives et réglementaires. Pour tous les autres pays, les traders ont fait part de la nécessité de continuer à faire tomber ces barrières. La Slovénie et la République tchèque font partie des nouveaux Etats membres les mieux positionnés.

L'anglais étant la langue commune de l'Europe, chaque pays devrait aisément pouvoir présenter les informations et les documents importants à la fois en anglais et dans sa langue nationale. Le sondage



L'anglais est la langue commune du négoce d'électricité dans Europe de l'Est et centrale.

montre qu'il est tout à fait possible d'obtenir les informations importantes en anglais en Autriche, en Allemagne et en Slovaquie; la tâche s'avère cependant plus difficile dans les autres pays.

Cette section est destinée aux ministères, aux autorités de réglementation, aux bourses de l'énergie et aux opérateurs du système de transmission. L'obtention de licences commerciales devrait être un processus efficace et conclu dans un délai raisonnable. Alors que certains pays n'ont besoin d'aucune licence commerciale, le sondage montre que c'est en Hongrie que son acquisition est la plus fastidieuse, puis en Pologne et en République tchèque. Par ailleurs, l'obligation de fonder une filiale dans certains pays est un obstacle indéniable, quasi infranchissable pour les traders.

En ce qui concerne le niveau des frais de transaction, les traders ne voient pas la nécessité d'une diminution immédiate en Allemagne et en Autriche. Des améliorations considérables doivent encore être apportées en Pologne et en Slovaquie. Dans ces deux pays, les ministères et les autorités de réglementation doivent simplifier les différents systèmes.

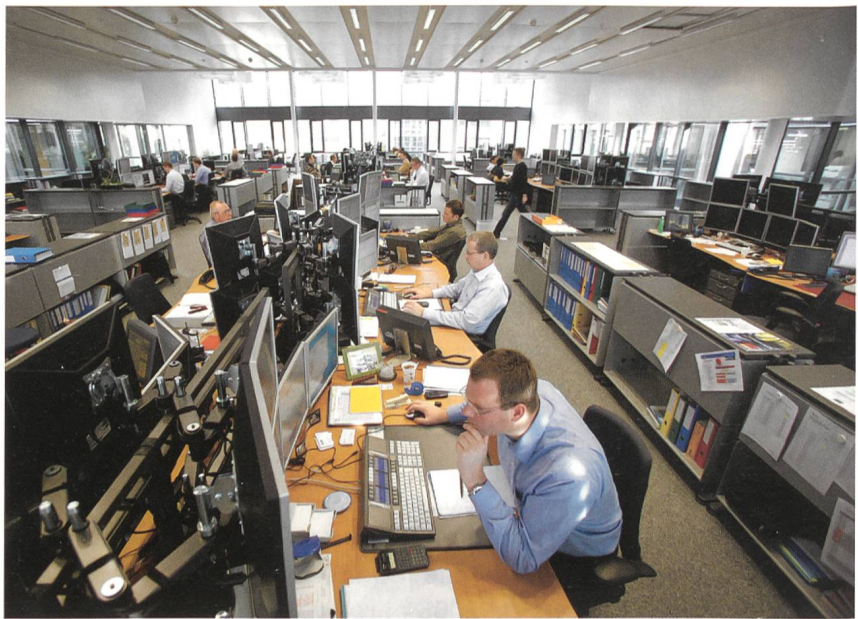
Quant aux enchères en matière de capacités transfrontalières, les traders ont de sérieuses difficultés à obtenir des informations pertinentes en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie. En général, des congestions se retrouvent à toutes les frontières, sauf en Autriche et en Allemagne.

Enfin, nous avons demandé aux traders de classer, parmi les mesures qui suivent, celles qui permettraient d'améliorer l'attrait du marché régional de la CEE: suppression des congestions aux frontières, diminution des droits de licence et des frais de transaction, couplage de marchés. Les résultats montrent que les mesures les plus urgentes à mettre en œuvre sont la suppression des encombrements aux frontières et l'introduction du couplage de marchés. La demande de mesures visant à la diminution des droits de licence et des frais de transaction semble s'être tarie. L'importance d'une meilleure transparence du marché de l'énergie a quant à elle été jugée moyenne.

Structure du marché

Les traders doivent disposer de suffisamment de liquidités pour rendre une structure de marché attrayante. Outre les marchés de gré à gré, une bourse de l'énergie est généralement le lieu le plus transparent pour les transactions.

Aux fins de l'étude, les bourses de l'énergie qui existent actuellement dans 5 des 7 pays sondés ont fait l'objet d'une analyse. Pour ceux où il n'existe aucune bourse de l'énergie, les traders ont été interrogés sur les marchés de gré à gré.



Les traders doivent disposer de suffisamment de liquidités pour rendre une structure de marché attrayante.

Les règles d'accès de l'EXAA autrichienne sont les plus simples, suivies par celles de l'EEX. C'est PolPX qui présente les règles les plus compliquées; celles d'OTE et de Borzen sont également assez complexes. Les traders ont déclaré être satisfaits de tous les échanges, alors que des améliorations peuvent encore être apportées aux tableaux d'affichage de PolPX et de Borzen.

En termes de structure du marché et de calendrier, nous avons interrogé les traders sur l'urgence de certaines mesures telles que la publication des prix, la diversification des produits, l'information sur la production d'énergie, les zones d'équilibrage, les frais de transaction et la taille du marché physique nécessaire pour améliorer le fonctionnement des bourses. Les résultats du sondage montrent que la taille du marché physique doit encore augmenter et que davantage d'informations sur la production d'énergie doivent être fournies. Pour les traders, une meilleure diversification des produits ou davantage de transparence dans la publication des prix ne sont importantes que dans une moindre mesure. La diminution des frais de transaction et l'équilibrage de l'énergie pour le marché régional ne sont pas aussi urgents que les deux premières mesures.

L'équilibrage de l'énergie fait partie intégrante de tout marché bien développé. Les traders ont indiqué que l'Autriche dispose des meilleures conditions de marché pour l'accès aux zones d'équilibrage nationales. Ils considèrent que cette dernière offre les prix de marché les plus faibles, le moins d'obstacles et les meilleures conditions

pour participer aux soumissions sur le marché de l'équilibrage de l'énergie. Le marché autrichien, qui dispose d'une société de compensation et de liquidation distincte, pourrait être désigné comme étant le pays doté des meilleures pratiques de la région et servir d'exemple à d'autres ministères et autorités de réglementation qui envisagent d'adapter leur propre marché national.

Différentes structures de marché aboutissent à des règles de marché différentes. Dans la mesure où tous les acteurs du marché doivent échanger des informations, des calendriers et des données, la gestion efficace du calendrier d'échange des données est essentielle si l'on souhaite parvenir à un fonctionnement efficient du marché. Les traders collaborant avec différents acteurs du marché, un calendrier bien structuré leur est dès lors indispensable. Ce calendrier doit être adapté afin de répondre aux besoins des opérateurs du système de transmission et des bourses de l'énergie de même qu'aux sociétés de compensation et de liquidation (là où ils sont séparés des opérateurs du système de transmission).

Les résultats du sondage montrent que les ministères et les autorités de réglementation sont tenus de fournir une structure du marché bien définie. Les améliorations initiales ont été rendues possibles par l'adoption d'un mécanisme clair, basé sur le marché, pour fixer les prix d'équilibrage de l'énergie avec des règles d'accès simples et sans obstacle pour tous les participants qui ont l'intention de se lancer sur un marché national d'équilibrage de l'énergie. En outre, l'équilibrage de l'énergie devrait être proposé dans les bourses de l'énergie.

Les traders prônent également la mise en place d'un bureau de coordination international et indépendant pour gérer le marché régional d'équilibrage de l'énergie.

Plates-formes informatiques et publication des données

Des systèmes informatiques rentables sont nécessaires à l'échange intensif de données et d'informations. Les résultats de l'étude montrent que des divergences au niveau des systèmes informatiques (et des logiciels) pour la facturation, la nomination, l'équilibrage de l'énergie et des logiciels causent des problèmes aux traders et génèrent des frais d'implémentation supplémentaires. Les ministères et les autorités de réglementation sont tenus de définir des règles pour les formats de données fréquemment utilisés sur leur marché national.

PwC a demandé à la communauté des traders d'évaluer dans quels domaines la situation actuelle pouvait être améliorée, notamment par certaines mesures telles que l'amélioration de l'utilisation et de la compatibilité des logiciels ainsi que par la diminution des honoraires et des frais d'implémentation des logiciels. Les résultats indiquent qu'une diminution des frais d'implémentation des logiciels s'amorce et que de meilleurs niveaux d'utilisation entraîneraient des améliorations potentielles considérables. Par ailleurs, les traders souhaitent une meilleure compatibilité des logiciels et une diminution des frais actuels.

Marché régional et coopération internationale

Une coopération internationale intégrée, efficiente et efficace dépend de la poursuite du développement du marché régional de

l'électricité. Outre les autorités de réglementation, les ministères et les TSO sont également cités dans ce sondage. Les TSO sont particulièrement indiqués pour la gestion des encombrements. Les traders ont cité APG et RWE comme étant les TSO qui gèreraient le mieux l'accès aux voies d'interconnexion.

Les résultats montrent également qu'une majorité écrasante de 93% des traders est en faveur d'un bureau de coordination régional indépendant chargé d'organiser des enchères régionales pour les capacités transfrontalières. Toutes les personnes interrogées ont affirmé qu'elles se féliciteraient de la création d'un marché secondaire pour les capacités de transmission transfrontalières. De plus, les résultats soulignent que les traders accueilleraient à bras ouverts une option «use it or get paid for it» pour les détenteurs de droits de transmission. Enfin, la communauté des traders a déclaré que l'existence d'un marché se-

condaire en matière de droits de capacité d'interconnexion permettrait de fournir des informations correctes sur les prix.

Informations sur les auteurs

Marc Schmidli, D'oe. HSG, CFA, est directeur dans la division Corporate Finance ainsi que responsable de l'équipe Advisory Energy and Utility de PwC Suisse. Il a fait ses études à l'Université de Saint-Gall et obtenu un doctorat pour sa thèse «Qualité financière dans la branche de l'électricité en Suisse». Il conseille principalement les entreprises nationales et internationales du secteur de l'énergie dans le cadre de fusions/acquisitions et de valorisations ainsi que dans le cadre de développement de stratégies d'entreprise.

Rafic Mecattaf, CFA, est manager dans la division de conseil en Corporate Finance de PwC et membre de l'équipe Advisory Energy & Utility de PwC Suisse. Il conseille principalement les entreprises nationales et internationales du secteur de l'énergie dans le cadre de fusions/acquisitions et de valorisations spécifiques à l'industrie ainsi que dans le cadre de développement de stratégies d'entreprise. En outre, il a dirigé de nombreux projets dans les domaines du négoce et de l'approvisionnement en énergie.

Zusammenfassung

Die Schranken im ost- und mitteleuropäischen Stromhandel

Im Jahr 2006 hat PricewaterhouseCoopers (PwC) die Hindernisse punkto Regeln, Verwaltung und Kommunikation analysiert, die die Stromhändler in Ost- und Mitteleuropa überwinden müssen. Die Hauptlehre aus dieser Studie (Umfrage «Traders 2006») war, dass die grossen Einschränkungen, mit denen die Händler bei ihrer täglichen Arbeit konfrontiert sind, durch einfache nationale gesetzliche Regelungen aufgehoben werden können. Diese Studie wurde 2008 auf den neusten Stand gebracht. Sie zeigt im Vergleich zu den Ergebnissen von 2006 eine deutliche Verbesserung und betont, dass bestimmte Marktteilnehmer wie die österreichische Energiebörse EXAA wesentlich dazu beigetragen haben.